

P0257	VAN VUCHT, Stephen	apotheker/pharmacien	3210 Linden
P0297	VERMEIRE, Johan	dierenarts/médecin vétérinaire	9000 Gent
P0272	VERZELE, Philippe	apotheker/pharmacien	2100 Deurne
P0259	WARRINNIER, Hans-Christiaan	geneesheer/médecin	3051 Sint-Joris-Weert
P0262	WILLAEYS, Veerle	geneesheer/médecin	2900 Schoten

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2003/22262]

**10 MARS 2003. — Demandeurs d'asile déboutés ayant introduit un recours devant le Conseil d'Etat
Délivrance des attestations par le Conseil d'Etat**

A Mesdames les Présidentes
et Messieurs les Présidents des CPAS
Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

A partir du 1^{er} juin 2003, le Conseil d'Etat ne délivrera plus d'attestations aux CPAS, aux intéressés ou aux conseils des intéressés. Cette règle vaut tant pour les attestations fournies au greffe que pour celles délivrées par lettre ou par télécopie. Dorénavant seul le registre d'attente apportera la preuve qu'une procédure concernant le demandeur d'asile débouté est encore pendante auprès du Conseil d'Etat.

1. Mentions dans le registre d'attente

Les recours concernant un candidat réfugié, introduits auprès du Conseil d'Etat contre une décision du Ministre ou de son délégué, du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué ou de la Commission permanente de recours pour les réfugiés constituent des informations devant être mentionnées dans le registre d'attente (arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire — *Moniteur belge* du 16 février 1995).

1.1. Jusqu'au 17 décembre 2000, date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 24 novembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 (*Moniteur belge* du 7 décembre 2000), les informations concernant le Conseil d'Etat étaient mentionnées par l'Office des étrangers et par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Du 1^{er} février 1995 au 2 novembre 2000 inclus, les informations concernant le Conseil d'Etat étaient mentionnées au registre d'attente comme suit :

a) Recours

TI	Date information	Code situation administrative	Code de l'organisation	Références
206		22 : introduction d'un recours suspensif 20 : introduction d'un recours non suspensif	4 = Conseil d'Etat	numéro de rôle

b) Décisions

TI	Date information	Code situation administrative	Code de l'organisation	Code identification arrêt	Références
206		10 = décision	4 = Conseil d'Etat	1 : Arrêt suspensif 2 : Arrêt de rejet de la demande d'annulation 5 : Arrêt de rejet de la demande de suspension 6 : Arrêt d'annulation 9 : Suppression de la suspension	Réf. arrêt

Le fait que l'état qu'un dossier était "ouvert" ou "clôturé" n'était pas encore indiqué pendant cette période.

Le tableau ci-dessous précise les situations dans lesquelles une procédure doit être considérée comme ouverte ou clôturée :

Code identification arrêt	Etat
1 : Arrêt suspensif 2 : Arrêt de rejet de la demande d'annulation 5 : Arrêt de rejet de la demande de suspension 6 : Arrêt d'annulation 9 : Suppression de la suspension	Ouvert Clôturé Ouvert Clôturé Clôturé

1.2. Une nouvelle structure a été appliquée depuis le 3 novembre 2000 :

- Un code concernant l'état de la procédure a été ajouté aux décisions : 0 = ouvert et 1 = clôturé.
- Une structure indiquant la notification d'une décision a été ajoutée (13 = par la poste, 14 = remise en mains propres et 15 = par télécopie).
- Une structure indiquant la radiation au rôle par le greffe a été ajoutée (code situation administrative = 18 et à la fin mention de : 0 = ouvert et 1 = clôturé).
- Une nouvelle structure a été instaurée pour la mention des recours introduits (code situation administrative 80 = procédure).

Les informations concernant le Conseil d'Etat ont été mentionnées au registre d'attente par le Conseil d'Etat lui-même.

Du 3 novembre 2000 au 15 septembre 2002, les informations (au niveau des recours et des décisions) concernant le Conseil d'Etat ont été mentionnées au registre d'attente comme suit :

a) Recours

TI	Date	Code situation administrative	Code de l'organisation	Réf.	Code de l'organisation dont la décision est contestée*	Type de recours	Date de la décision contestée
206		80 = procédure	4 = Conseil d'Etat	Numéro de rôle	1 = OE 2 = CGRA 3 = CPRR 5 = Ministre	1 = suspension 2 = annulation	

* OE = Office des étrangers, CGRA = Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, CPRR = Commission permanente de recours pour les réfugiés, Ministre = Ministre de l'Intérieur

b) Décisions

TI	Date	Code situation administrative	Code de l'organisation	Références	Code identification arrêt	Etat
206		10 = décision	4 = Conseil d'Etat	Réf. arrêt	1 : Arrêt suspensif	0 = ouvert
					2 : Arrêt de rejet de la demande d'annulation	1 = clôturé
					5 : Arrêt de rejet de la demande de suspension	0 = ouvert
					6 : Arrêt d'annulation	1 = clôturé
					9 : Suppression de la suspension	1 = clôturé

1.3. Depuis le 15 septembre 2002, les informations mentionnées dans le registre d'attente par le Conseil d'Etat, sont simplifiées. En effet, en ce qui concerne les informations du type 206, le Conseil d'Etat n'indique plus que deux données relatives à la procédure (code 80) dans le registre d'attente :

1. "Procédure encore en cours (code 00)",
2. "Procédure terminée (code 09)".

Par ailleurs, il ne s'agit plus que d'informations relatives aux recours en annulation et aux arrêts définitifs. Des informations concernant l'introduction de demandes de suspension et les arrêts interlocutoires rendus ne sont plus mentionnées, étant donné que ceux-ci ne modifient en rien la situation sociojuridique du demandeur d'asile.

Le numéro de rôle (unique pour chaque personne et pour chaque recours introduit) est mentionné (code 00 et code 09).

La date indiquée à côté de la première donnée est la date à laquelle le recours a été inscrit au rôle (DI dans le tableau). La date en regard de la deuxième donnée est la date du récépissé de dépôt auprès des services postaux en vue de la notification de l'arrêt définitif par pli recommandé avec accusé de réception (DA dans le tableau). Il est admis que le demandeur d'asile a eu connaissance de l'arrêt définitif le jour suivant, ce qui le rend opposable aux parties à cette date. La date mentionnée au registre d'attente + un jour est donc déterminante pour la suspension (éventuelle) du remboursement et non plus la date de l'arrêt définitif.

TI	Date	Code situation administrative	Code de l'organisation	Références	Etat
206	DI	80 = procédure	4 = Conseil d'Etat	numéro de rôle	00 = procédure encore en cours
	DA	80 = procédure	4 = Conseil d'Etat	numéro de rôle	09 = procédure terminée

Les situations administratives "décision (code 10)", "notification (codes 13, 14 et 15)", "radiation (code 18)" et "procédure (code 80) en ce qui concerne la mention suspension ou annulation" ne sont donc plus mentionnées au registre d'attente.

1.4. A partir du 6 janvier 2003, l'instance contre la décision de laquelle un recours est introduit auprès du Conseil d'Etat est à nouveau mentionnée. Pour le reste, la structure précisée au point 1.3. est inchangée.

TI	Date	Code situation administrative	Code de l'organisation	Code de l'organisation dont la décision est contestée*	Références	Etat
206	DI	80 = procédure	4 = Conseil d'Etat	1 = OE 2 = CGRA 3 = CPRR 5 = Ministre	numéro de rôle	00 = procédure encore en cours
	DA	80 = procédure	4 = cde	1 = OE 2 = CGRA 3 = CPRR 5 = Ministre	numéro de rôle	09 = procédure terminée

* OE = Office des étrangers, CGRA = Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, CPRR = Commission permanente de recours pour les réfugiés, Ministre = Ministre de l'Intérieur

2. Procédure

2.1. Prise de cours du droit

En ce qui concerne le droit à une aide des demandeurs d'asile déboutés ayant introduit un recours devant le Conseil d'Etat dans le cadre de l'arrêt 43/98 du 22 avril 1998 de la Cour d'Arbitrage (*Moniteur belge* du 29 avril 1998), votre CPAS devra donc en premier lieu consulter le registre d'attente.

Nonobstant la mention au registre d'attente de tous les recours en annulation introduits par un candidat réfugié contre une décision prise au sujet de sa demande d'asile, seuls les recours introduits auprès du Conseil d'Etat contre une décision du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ou contre une décision de la Commission permanente de recours des réfugiés entrent en considération pour la reprise de l'aide.

L'extrait du registre d'attente doit toujours être envoyé au service Finances et Frais d'entretien Illégaux en vue d'obtenir le remboursement de l'aide sociale.

Pour la période du 15 septembre 2002 au 6 janvier 2003, le CPAS devra en outre demander une copie de la requête en recours au candidat réfugié, ainsi qu'une copie de la décision attaquée, pour connaître l'instance contre la décision de laquelle le recours a été introduit. En effet, le registre d'attente ne permet au cours de cette période que de constater l'introduction ou non d'un recours (recours inscrit au rôle = code 00 "Procédure en cours"). Si rien n'a cependant été mentionné au registre d'attente, cela signifie qu'un recours n'a effectivement pas été introduit et qu'une aide ne peut dès lors être octroyée.

Par ailleurs, le demandeur d'asile peut avoir envoyé une requête par envoi recommandé au Conseil d'Etat, sans que les exigences légales en vue d'inscrire l'affaire au rôle soient remplies (par ex. ne pas avoir payé le droit de timbre légalement exigé, ne pas avoir joint les pièces concernant la procédure gratuite, ...), de sorte que l'affaire n'est pas inscrite au rôle. Dans ces cas, un code 80 (procédure Conseil d'Etat) ne sera pas mentionné au registre d'attente et le droit à l'aide sociale ne pourra dès lors pas être repris (Un recours effectif n'a pas été introduit).

2.2. Procédure en cours

Lors de chaque décision d'aide, le CPAS doit ensuite se renseigner sur le point de savoir si l'intéressé a encore droit à une aide. Pour ce faire, le CPAS se fonde sur le registre d'attente. Il est recommandé de faire (mensuellement) une impression du registre d'attente lors de toute décision d'aide effective de manière à prouver que la personne concernée peut encore bénéficier d'une aide à la date d'octroi de celle-ci, compte tenu des données figurant dans le registre d'attente. Cette copie ne doit pas être transmise, mais est conservée dans le dossier par le CPAS pour servir de preuve.

2.3. Fin de la procédure

Lorsque le Conseil d'Etat a rendu un arrêt définitif, ce fait doit être mentionné au registre d'attente (code 09 "procédure terminée"). Le numéro de rôle, mentionné au registre d'attente aussi bien pour le code 00 (procédure en cours) que pour le code 09 (procédure terminée), permet de déterminer le recours clôturé par l'arrêt définitif rendu. A partir du 6 janvier 2003, l'instance contre la décision de laquelle un recours a été introduit ou un arrêt définitif a été rendu est également mentionnée (voir point 1.4.)

Lorsqu'un arrêt définitif a été mentionné au registre d'attente par le Conseil d'Etat, le CPAS devra demander l'arrêt définitif rendu à l'intéressé afin que ce centre puisse décider de la poursuite ou non de l'octroi de l'aide (la nature de la décision de l'arrêt définitif n'est pas communiquée au moyen du registre d'attente !). Lorsque l'intéressé ne peut produire cet arrêt, l'aide sera en tout cas suspendue.

Lorsque l'arrêt n'annule pas la décision, les dispositions de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale devront être appliquées par le CPAS, à savoir mettre fin à l'octroi de l'aide à partir de la date mentionnée au registre d'attente + un jour, sauf déclaration de départ volontaire.

Dans certains cas exceptionnels, le droit à l'aide sociale est maintenu. Cette situation peut se présenter notamment dans les cas suivants :

— Lorsque l'arrêt annule la décision, l'aide sociale au demandeur sociale est maintenue. Dans le registre d'attente, l'affaire pendante devant le Conseil d'Etat sera en effet mentionnée comme étant terminée, mais du fait de l'annulation, le demandeur d'asile s'est retrouvé dans sa situation juridique antérieure de demandeur d'asile et le même organisme doit à nouveau disposer de la demande d'asile du requérant. Dans ce cas, le bénéficiaire conserve son statut de demandeur d'asile (statut B); il séjourne légalement dans le pays et il conserve son droit à une aide sociale.

— Lorsqu'un arrêt définitif est rendu, établissant que la décision attaquée a été rapportée par l'autorité compétente et que, pour ce motif, le recours doit être rejeté à défaut d'objet (dans ce cas, il s'agit même d'un arrêt de rejet !). Dans le registre d'attente, l'affaire sera mentionnée comme étant terminée, mais par la suppression de la décision attaquée, le demandeur d'asile s'est retrouvé dans sa situation juridique antérieure de demandeur d'asile et le même organisme doit à nouveau disposer de la demande d'asile du requérant. Dans ce cas également, le bénéficiaire conserve son statut de demandeur d'asile (statut B); il séjourne légalement dans le pays et il conserve son droit à une aide sociale.

Lorsque l'arrêt du Conseil d'Etat est de nature à maintenir le droit à une aide, une copie de cet arrêt, certifiée conforme par le CPAS, doit être envoyée au service Finances et Frais d'entretien Illégaux, afin d'obtenir la poursuite du remboursement.

Les mesures communiquées dans la présente circulaire concernant l'obtention des subventions d'Etat dans le cadre de l'arrêt précité de la Cour d'Arbitrage, remplacent toutes les procédures antérieures.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre de l'Intégration sociale,
J. VANDE LANOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2003/22262]

**10 MAART 2003. — Uitgeprocedeerde asielzoekers in beroep bij de Raad van State
Aflevering van attesten door de Raad van State**

Aan de Dames en Heren
Voorzitters van het O.C.M.W.
Mevrouw de Voorzitster,
Mijnheer de Voorzitter,

De Raad van State zal vanaf 1 juni 2003 geen attesten meer afleveren aan O.C.M.W.'s, betrokkenen of advocaten van betrokkenen. Dit geldt zowel voor de attesten die aan de balie worden afgeleverd als deze die per brief of per fax worden toegestuurd. Het bewijs dat een uitgeprocedeerde asielzoeker nog steeds een procedure heeft lopen bij de Raad van State zal enkel nog kunnen worden afgeleid uit het wachtregister.

1. Registraties in het wachtregister

De beroepen ingediend bij de Raad van State betreffende een kandidaat vluchteling tegen een beslissing van de Minister of zijn afgevaardigde, de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of zijn afgevaardigde of de Vaste Beroepscommissie voor de Vluchtelingen behoren tot de informatiegegevens die vermeld moeten worden in het wachtregister (koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren — *Belgisch Staatsblad* van 16 februari 1995).

1.1. Tot 17 december 2000, de datum van invoeging van het koninklijk besluit van 24 november 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 7 december 2000), werden de informatiegegevens betreffende de Raad van State ingebracht door de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen.

Van 1 februari 1995 tot en met 2 november 2000 werden de informatiegegevens over de Raad van State op de volgende wijze in het wachtregister ingebracht :

a) De beroepen

TI	Datum informatie	Code administratieve toestand	Code van de organisatie	Referentie
206		22 : indienen van een schorsend beroep 20 : indienen van een niet-schorsend beroep	4 = Raad van State	rolnummer

b) De beslissingen

TI	Datum informatie	Code administratieve toestand	Code van de organisatie	Code identificatie arrest	Referentie
206		10 = beslissing	4 = Raad van State	1 : Schorsingsarrest 2 : Arrest tot verwerping van het verzoek tot nietigverklaring 5 : Arrest tot verwerping verzoek tot schorsing 6 : Vernietigingsarrest 9 : Opheffing van de schorsing	Ref. arrest

De vermelding van het feit dat de toestand van een dossier « open » of « gesloten » is, werd in deze periode nog niet vermeld.

In de onderstaande tabel wordt weergegeven in welke situatie een procedure als open of als gesloten dient te worden beschouwd :

Code identificatie arrest	Toestand
1 : Schorsingsarrest 2 : Arrest tot verwerping van het verzoek tot nietigverklaring 5 : Arrest tot verwerping verzoek tot schorsing 6 : Vernietigingsarrest 9 : Opheffing van de schorsing	Open Gesloten Open Gesloten Gesloten

1.2. Vanaf 3 november 2000 werd een nieuwe structuur toegepast :

— Bij de beslissingen werd een code toegevoegd betreffende de toestand van de procedure : 0 = open en 1 = gesloten.

— Er werd een structuur toegevoegd die de betekening van een beslissing weergeeft (13 = per post, 14 = persoonlijk afgegeven en 15 = per fax).

— Er werd een structuur toegevoegd die schrapping van de rol door de griffie vermeldt (code administratieve toestand = 18 met op het einde de vermelding van : 0 = open en 1 = gesloten).

— Er werd een nieuwe structuur voorzien voor de registratie van de ingediende beroepen (code administratieve toestand 80 = procedure).

De informatie over de Raad van State werd door de Raad van State zelf in het wachtregister ingebracht.

Van 3 november 2000 tot 15 september 2002 werden de informatiegegevens (op het niveau van de beroepen en de beslissingen) over de Raad van State op de volgende wijze in het wachtregister ingebracht :

a) De beroepen

TI	Datum	Code administratieve toestand	Code van de organisatie	Ref.	Code van de organisatie wiens beslissing wordt betwist*	Type beroep	Datum van de betwiste beslissing
206		80 = procedure	4 = Raad van State	Rolnummer	1 = DVZ 2 = CGVS 3 = VBC 5 = Minister	1 = schorsing 2 = nietigverklaring	

* DVZ= Dienst Vreemdelingenzaken, CGVS = Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, VBC= Vaste Beroepscommissie voor de Vluchtelingen, Minister = Minister van Binnenlandse Zaken

b) De beslissingen

TI	Datum	Code administratieve toestand	Code van de organisatie	Referentie	Code identificatie arrest	Situatie
206		10 = beslissing	4 = Raad van State	Ref. arrest	1 : Schorsingsarrest	0 = open
					2 : Arrest tot verwerping van het verzoek tot nietigverklaring	1 = gesloten
					5 : Arrest tot verwerping verzoek tot schorsing	0 = open
					6 : Vernietigingsarrest	1 = gesloten
					9 : Opheffing van de schorsing	1 = gesloten

1.3. Vanaf 15 september 2002 wordt de informatie, die door de Raad van State in het wachtregister wordt ingebracht, vereenvoudigd. Er worden door de Raad van State bij het informatietype 206 in het wachtregister immers nog slechts 2 boodschappen vermeld ter hoogte van de procedure (code 80) :

- « Procedure nog hangende (code 00) »,
- « Procedure werd afgesloten (code 09) ».

Het betreft hier bovendien nog enkel informatie met betrekking tot vernietigingsberoepen en eindarresten. Er wordt geen informatie meer ingebracht met betrekking tot het instellen van een vordering tot schorsing en met de betrekking tot de gewezen tussenarresten, daar deze geen enkele wijziging met zich meebrengen betreffende de sociaal-rechtelijke toestand van de kandidaat vluchteling.

Bij beide informatiegegevens (code 00 en code 09) wordt het rolnummer (dat uniek is per persoon en per ingediend beroep) vermeld.

De datum die bij de eerste boodschap wordt vermeld, is de datum waarop het beroep op de rol werd ingeschreven (in tabel = DI). De datum bij de tweede boodschap, is de datum van het afgiftebewijs aan de postdiensten met het oog op de betekening van het eindarrest d.m.v. een aangetekende zending met ontvangstmelding (in tabel = DA). Er wordt aangenomen dat de asielzoeker de volgende dag kennis heeft genomen van het eindarrest waardoor het op deze dag tegenstelbaar wordt aan de partijen. De datum vermeld in het wachtregister + één dag is dus bepalend voor de (eventuele) stopzetting van de terugbetaling en niet langer de datum van het eindarrest.

TI	Datum	Code administratieve toestand	Code van de organisatie	Referentie	Situatie
206	DI	80 = procedure	4 = Raad van State	rolnummer	00 = procedure nog hangende
	DA	80 = procedure	4 = Raad van State	rolnummer	09 = procedure afgesloten

De administratieve toestanden « beslissing (code 10) », « notificatie (code 13,14 en 15) », « schrapping (code 18) » en « procedure (code 80) voor wat betreft de vermelding schorsing of nietigverklaring » worden dus niet meer vermeld in het wachtregister.

1.4. Vanaf 6 januari 2003 wordt opnieuw de instantie vermeld tegen wiens beslissing een beroep werd ingediend bij de Raad van State. Voor het overige is er niets veranderd aan de structuur zoals vermeld bij 1.3.

TI	Datum	Code administratieve toestand	Code van de organisatie	Code van de organisatie wiens beslissing wordt betwist*	Referentie	Situatie
206	DI	80 = procedure	4 = Raad van State	1 = DVZ 2 = CGVS 3 = VBC 5 = Minister	rolnummer	00 = procedure nog hangende
	DA	80 = procedure	4 = Raad van State	1 = DVZ 2 = CGVS 3 = VBC 5 = Minister	rolnummer	09 = procedure afgesloten

* DVZ = Dienst Vreemdelingenzaken, CGVS = Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, VBC = Vaste Beroepscommissie voor de Vluchtelingen, Minister = Minister van Binnenlandse Zaken

2. Procedure

2.1. Aanvang recht

Wat betreft het recht op steun van de uitgeprocedeerde asielzoekers in beroep bij de Raad van State in het kader van het arrest 43/98 van 22 april 1998 van het Arbitragehof (*Belgisch Staatsblad* van 29 april 1998) zal er dus in eerste instantie door uw O.C.M.W. een consultatie moeten gebeuren van het wachtregister.

Niettegenstaande alle vernietigingsberoepen, ingesteld door een kandidaat vluchteling tegen een beslissing die werd genomen inzake zijn asielaanvraag, in het wachtregister worden vermeld, komen enkel de beroepen die bij de Raad van State worden ingesteld tegen een beslissing van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of een beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen in aanmerking voor het hernemen van de steun.

Het uittreksel uit het wachtregister dient steeds te worden verstuurd naar de dienst Financiën en Onderstandskosten Illegalen om de terugbetaling van de maatschappelijke hulp te bekomen.

Voor de periode van 15 september 2002 tot 6 januari 2003 zal het O.C.M.W. aan de betrokken asielzoeker bovendien ook een kopie moeten vragen van het beroepschrift met inbegrip van een kopie van de bestreden beslissing om na te gaan tegen wiens beslissing een beroep werd ingediend. In het wachtregister kan in deze periode immers enkel worden vastgesteld dat er al dan niet een beroep werd ingediend (beroep ingeschreven op de rol = code 00 « Procedure hangende »). Indien er echter niets in het wachtregister werd ingevoerd, betekent dit dat er geen effectief beroep werd ingesteld en er dus ook geen steun kan verleend worden.

Het is bovendien mogelijk dat de asielzoeker een beroepschrift aangetekend aan de Raad van State heeft verstuurd, maar dat niet voldaan is aan de wettelijke voorschriften om de zaak op de rol in te schrijven (bv. niet het wettelijk vereist zegelrecht gekweten, geen stukken betreffende de kosteloze rechtspleging bijgevoegd,...) en de zaak dus niet op de rol wordt ingeschreven. In deze gevallen zal er geen code 80 (procedure Raad van State) in het wachtregister worden ingebracht en zal dienvolgens het recht op steun evenmin kunnen hervat worden. Er is immers geen effectief beroep ingesteld.

2.2. Lopende procedure

Bij elke beslissing tot steunverlening moet het O.C.M.W. zich informeren of betrokkene nog recht heeft op steun. Het O.C.M.W. baseert zich hiervoor op het wachtregister. Het is aan te raden om (maandelijks) bij elke effectieve steunverlening een print uit het wachtregister te maken zodat kan bewezen worden dat de betrokken persoon op de dag van de toekenning van de steun, op basis van de gegevens uit het wachtregister, nog steungerechtigd is. Deze print moet niet overgemaakt worden, maar wordt door het O.C.M.W. bijgehouden als bewijs in het dossier.

2.3. Einde procedure

Wanneer een eindarrest door de Raad van State wordt uitgesproken, wordt dit in het wachtregister ingebracht (code 09 « procedure afgesloten »). Aan de hand van het rolnummer, dat zowel bij de vermelding code 00 (procedure hangende) als bij code 09 (procedure afgesloten) in het wachtregister wordt vermeld, kan nagegaan worden welk beroep door het gewezen eindarrest wordt afgesloten. Vanaf 6 januari 2003 wordt ook vermeld tegen wiens beslissing een beroep werd ingesteld, dan wel een eindarrest werd geveld (zie punt 1.4.)

Wanneer de registratie van een eindarrest door de Raad van State in het wachtregister werd ingebracht, zal het O.C.M.W. het gevelde eindarrest moeten opvragen aan betrokkene opdat dit centrum zou kunnen oordelen over het al dan niet verder verlenen van de steun (de aard van de beslissing van het eindarrest wordt niet medegedeeld via het wachtregister!). Wanneer betrokkene dit arrest niet kan voorleggen, zal de steun in ieder geval worden stopgezet.

Wanneer het arrest de beslissing niet vernietigt, zullen de bepalingen van artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn door het O.C.M.W. moeten in toepassing gebracht worden; d.w.z. stopzetting steunverlening vanaf de datum vermeld in het wachtregister + één dag, behoudens verklaring van vrijwillig vertrek.

In bepaalde uitzonderlijke gevallen blijft het recht op steun behouden. Dit is o.a. het geval in de volgende situaties :

— Wanneer het arrest de beslissing vernietigt, behoudt de asielzoeker het recht op steun. Immers, in het wachtregister zal de zaak hangende voor de Raad van State als afgesloten zijn ingebracht, maar door de vernietiging is de asielzoeker teruggevallen in zijn vorige rechtstoestand van asielzoeker en dient hetzelfde organisme opnieuw te beschikken over verzoekers asielaanvraag. De begunstigde behoudt in dit geval het statuut van asielzoeker (statuut B); hij verblijft legaal in het land en hij behoudt zijn recht op steun.

— Wanneer een eindarrest gewezen wordt waarbij wordt vastgesteld dat de bestreden beslissing werd ingetrokken door de bevoegde overheid en het beroep om deze reden dient te worden verworpen bij ontstentenis van het voorwerp (het betreft hier in dit geval zelfs een verwerpingsarrest!). In het wachtregister zal de zaak als afgesloten zijn ingebracht, maar door de intrekking van de bestreden beslissing is de asielzoeker teruggevallen in zijn vorige rechtstoestand van asielzoeker en dient hetzelfde organisme opnieuw te beschikken over verzoekers aanvraag. De begunstigde behoudt ook in dit geval het statuut van asielzoeker (statuut B); hij verblijft legaal in het land en hij behoudt zijn recht op steun.

Wanneer het arrest van de Raad van State van die aard is dat het recht op steun wordt behouden, dan dient een door het O.C.M.W. voor eensluidend verklaard afschrift van dit arrest te worden opgestuurd naar de dienst Financiën en Onderstandskosten Illegalen, om een verdere terugbetaling te kunnen bekomen.

De maatregelen die in deze omzendbrief worden medegedeeld betreffende het verkrijgen van de Staatstoelagen in het kader van voormeld arrest van het Arbitragehof, vervangen alle vroegere procedures.

Hoogachtend,

De Minister van Maatschappelijke Integratie,

J. VANDE LANOTTE